

# Russie : le retour de balancier ?

*Les regards croisés entre sociétés russe et occidentales trouvent leur origine dans un malentendu : là où les Occidentaux espéraient la démocratisation grâce au « héros » Gorbatchev, les citoyens de l'ex-URSS étaient davantage préoccupés des graves problèmes économiques et sociaux. Dans ce contexte, V. Poutine, par le biais de réformes institutionnelles, a restauré la « verticale du pouvoir » et est parvenu à fragmenter l'opposition, permettant l'émergence d'un « contrat social » entre le pouvoir et la société, celle-ci le créditant de sa fierté retrouvée de grande nation.*

## Aude Merlin

Quiconque a été en Russie a forcément entendu, lors d'une fin de discussion enflammée avec des amis, collègues ou connaissances, les vers bien connus du poète russe Tioutchev :

« Nul mètre usuel ne la mesure,  
Nulle raison ne la conçoit.  
La Russie a une stature  
Qui ne se livre qu'à la foi. »

Boutade ? Façon de renoncer à analyser la Russie à l'aune des sciences sociales classiques, pourtant utilisées pour comprendre l'évolution d'autres pays ? Tentation du recours au spirituel, pour

échapper aux grilles de l'analyse rationnelle ? Le constat, lors des prises de pouls de la société russe et du rapport de celle-ci au pouvoir, est celui d'un discrédit important de l'idée de démocratie, et de l'indifférence, voire du rejet de l'idée de participation des individus à la vie politique. Ce discrédit, dont les causes ont pu être analysées en de nombreux lieux<sup>1</sup>, renvoie à la tempête subie par la population durant les années nonante, où perte de repères géographiques et identitaires, et changement de système aussitôt incarné par la brutalité économique et sociale des réformes conduites par les

<sup>1</sup> Par exemple, Lilia Shevtsova, *Putin's Russia*, Washington, 2003 ; « La Russie de Poutine », *Pouvoirs*, n° 112, 2005 ; « Russie : la dictature de la loi », *L'Économie politique*, n° 21, 2004 ; Gilles Favarel-Garrigues, Kathy Rousselet, *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, Ceri/Autrement, Paris, 2004.

libéraux russes sous la houlette du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont largement entaché l'idée de transition démocratique. Couplée de façon imposée à celle de « transition vers le marché », la notion de « transition démocratique » était au demeurant plus théorisée par les observateurs occidentaux dans les colloques que soutenue par la population sur place.

Vingt ans après l'apparition dans le débat public du terme de *perestroïka*, prononcé pour la première fois en juin 1987 par M. Gorbatchev — dans le sillage des projets d'accélération économique (*uskorenie*) et de transparence du débat politique (*glasnost*) —, le regard porté aujourd'hui en Russie sur les dernières années de la période soviétique est sans pitié, et l'idée de « transition démocratique » fait souvent sourire. Plusieurs lectures coexistent en Russie, certains discours récurrents renvoyant à une idée aux accents culturalistes selon laquelle la démocratie ne serait pas « adaptée » aux réalités russes, en tout cas pas aux réalités du moment ; d'autres discours, parfois liés aux précédents, mais revendiquant plus de pragmatisme, expliquent que les priorités de la fin des années nonante et du début des années 2000 étaient avant tout de sortir du chaos, de consolider l'économie, de réaffirmer le rôle de l'État et de la nation russes sur la scène internationale comme extérieure.

Ainsi faut-il, pour mesurer, vu d'ici, le décalage entre les désillusions de l'observateur occidental, nourri à l'époque de « gorbymania », et, vu de Russie,

l'amertume de la société soviétique puis russe face aux écueils perçus comme la conséquence directe de la politique de M. Gorbatchev, s'interroger sur l'impopularité<sup>2</sup> dont ce dernier faisait l'objet dans sa propre société, et sur le rendez-vous manqué entre une société en mouvement<sup>3</sup>, et une offre politique bien rapidement déviée de son objet. À l'enthousiasme des presses occidentales, sans doute plus préoccupées à l'époque par le frémissement des droits civils et politiques dans un pays qui les avait longtemps largement brimés, répondaient méfiance et inquiétude des citoyens soviétiques, bien davantage soucieux de l'effondrement de leurs repères, et en particulier le laminage des droits économiques et sociaux<sup>4</sup> dont, justement, le pouvoir soviétique avait su faire un de ses enjeux majeurs. Dans le contexte de cette perte de repères, celui qui prenait le risque de lever le voile sur les problèmes et, en l'occurrence, de rendre publics des accidents comme l'explosion de la centrale de Tchernobyl, en 1986, se voyait alors affublé du sobriquet de l'homme de la « katastroïka », tandis que les élites occidentales saluaient son courage..., ce qui ne les empêchait pas, au demeurant, de cacher elles-mêmes un certain nombre de données à leurs propres populations sur cette catastrophe et ses conséquences à l'Ouest...

C'est donc autour de ce malentendu que s'est construit le regard croisé entre société soviétique — puis postsoviétique — et sociétés occidentales. Ces dernières, à travers les lectures des textes dissidents et un espoir plaqué sur un pays méconnu et souvent réduit à une suite de clichés,

<sup>2</sup> Voir Micheline de Felice, « L'agonie de la perestroïka », *La Revue nouvelle*, « Russie, dix ans après, la société rompue », 1999, p. 82-87.

<sup>3</sup> Nous reprenons là l'expression de Jean-Marie Chauvier, observateur fin de la société soviétique, de sa diversité et de sa créativité. Jean-Marie Chauvier, *URSS : une société en mouvement*, éd. de l'Aube, 1986.

<sup>4</sup> Voir, dans ce même numéro, l'article de Lilia Ovcharova et Lidia Prokofieva, « Politique sociale : entre héritages et transformations ».

ne percevaient que de façon déformée ce qu'« attendait » la société par-delà le rideau de fer et ne parvenaient pas ou pas suffisamment à se souvenir que la liberté, si belle fût-elle, ne nourrit pas des familles paupérisées par une inflation galopante, le choc du chômage, l'exclusion sociale.

On ne peut donc pas, aujourd'hui, analyser le sentiment de fierté retrouvée en Russie depuis l'arrivée de V. Poutine au pouvoir en 1999 en dehors de ce contexte. Alors que le deuxième mandat du président russe touchera bientôt à sa fin, le projet qui était le sien nécessite d'être mis en perspective et confronté à la réalité. La popularité très haute dont il continue de jouir<sup>5</sup>, sur fond d'un taux élevé du baril de pétrole, du remboursement intégral de la dette du pays et de la constitution d'une classe moyenne urbaine convertie à la société de consommation, se prolonge dans le contexte de la consolidation d'un régime de parti dominant<sup>6</sup>, assorti d'un certain recul par rapport aux acquis démocratiques du début des années nonante. Que nous disent de la Russie d'aujourd'hui les mécanismes à l'œuvre de rétrécissement de l'espace politique? Comment se négocie ce que l'on pourrait appeler un « contrat social » passé entre la société et le pouvoir, qui pourrait expliquer, au moins partiellement, l'état de l'opposition politique et le peu de résistance aux pas successifs vers une dé-démocratisation?

## RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE POLITIQUE

En 1990, l'abrogation de l'article 6 de la Constitution soviétique de 1977, qui stipulait que « le Parti communiste [était] la force qui oriente et dirige la société », marquait la fin du monopartisme: de nombreux partis se créaient, les associations se multipliaient, l'effervescence des débats, retransmis dans les médias, captivait de larges pans de la société. Si la Constitution russe adoptée en 1993 proclamait les principes de séparation des pouvoirs, d'État de droit, d'égalité des citoyens, et formalisait le cadre fédéral de gestion de la diversité ethnique et territoriale, une partie de ces principes a été entamée depuis l'arrivée de V. Poutine au pouvoir. Largement inspirée des Constitutions américaine et française, la fonction présidentielle occupait une place importante dans le dispositif institutionnel, mais devait être, en principe, contrebalancée par les différents pouvoirs; la sanction des urnes tous les quatre ans<sup>7</sup>, avec impossibilité d'être réélu pour plus de deux mandats consécutifs — un troisième mandat n'étant pas impossible après une « pause » de quatre ans — devait garantir la possibilité d'une réelle alternance.

Cependant, l'absence de tradition de dialogue politique et l'instauration de la « verticale du pouvoir » ont favorisé le renforcement de l'institution présidentielle, déjà importante dans la Constitution de 1993 au regard des prérogatives du Parlement. Alors que l'arrivée de V. Poutine au poste de Premier ministre a coïncidé avec la reprise de la guerre en

<sup>5</sup> Selon une enquête menée par l'Institut Levada, le taux d'approbation dont jouit M. Poutine était de 81 % en juin 2007. Pour plus de détails, voir <<http://www.levada.ru/prezident.html>>. Selon cette même enquête, 18 % des personnes interrogées le désapprouvaient.

<sup>6</sup> Voir, à ce sujet, l'article de V. Guelman, « Le parti dominant en Russie: quelles perspectives? », dans A. Merlin (dir.), *Où va la Russie?*, à paraître aux PUB, Bruxelles, 2007.

<sup>7</sup> Alors que le président français était lui élu tous les sept ans jusqu'en 2002.

Tchéchénie, les modifications institutionnelles ou législatives les plus marquantes sont survenues dans le sillage des bouleversements secouant le Nord-Caucase : la création des sept superdistricts, formés sur les contours des régions militaires et chargés de servir de courroies entre le pouvoir central et les entités fédérées, procédait du décret de mai 2000 ; en novembre 2004, deux mois après la tragédie de Beslan<sup>8</sup>, la suppression de l'élection au suffrage universel des gouverneurs renforçait le contrôle du pouvoir central localement, les chefs d'exécutifs étant dès lors nommés par le président russe, et validés par les Doumas locales.

Dans la sphère électorale, la réforme de 2004 a étendu le mode de scrutin de liste à l'ensemble de la Douma, jusqu'alors élue selon un système mixte<sup>9</sup>, et le seuil de représentation des partis est passé de 5 à 7 %. De simples simulations à partir des résultats des élections de 2003 montrent qu'avec un scrutin de liste intégral, seuls quatre partis auraient eu des représentants à la Douma : le parti du pouvoir Russie unie, le parti libéral démocrate, le Parti communiste, et le parti Rodina (« La Patrie »)<sup>10</sup>. Les résultats de sondages menés en juin 2007 indiquent une répartition des intentions de votes comme suit : 52 % voteraient pour Russie unie si les élections avaient lieu au moment du sondage, 17 % pour le Parti communiste, 9 % pour le Parti libéral démocratique de Russie, 7 % pour Russie juste, 4 % pour Iabloko, 2 % pour le SPS, 2 % également pour le parti Russie libre<sup>11</sup>.

Selon le nouveau mode de scrutin, seuls les quatre premiers partis seraient donc représentés à la Douma. Le parti Russie juste, créé à l'automne 2006 et dont la particularité est de se dire « d'opposition de centre gauche », tout en soutenant Vladimir Poutine, est la fusion de trois partis qui existaient précédemment (Rodina, le Parti de la vie, le Parti des retraités). Il absorberait ainsi une part de l'électorat, mais sa présence à la Douma ne serait en rien un obstacle à l'adoption des textes présidentiels<sup>12</sup>. Quant aux élections présidentielles prévues pour 2008, le président Poutine a maintes fois répété qu'il ne serait pas candidat — la Constitution lui interdit un troisième mandat consécutif —, alors que des appels à rester en fonction fusent de différents horizons. L'entrée en piste de deux successeurs potentiels, le ministre de la Défense Sergueï Ivanov et le chef de l'administration présidentielle et, par ailleurs, membre du conseil d'administration de Gazprom, Dimitri Medvedev, ne signifie pas pour autant que le panel de candidatures potentielles est clos. D'autres noms circulent, sans qu'il soit possible d'avoir d'informations fiables. En juin 2007, les estimations élaborées lors de sondages donnaient un taux d'approbation de l'action de D. Medvedev de 51 % et un taux d'approbation de 56 % à Sergueï Ivanov. Face à la mise en piste de successeurs potentiels, l'opposition, réduite à sa portion congrue, apparaît aussi éclectique qu'éclatée, et ne séduit aucunement la population, dans un contexte qui plus est de contrôle des médias télévisés.

<sup>8</sup> Le 1<sup>er</sup> septembre 2004, un commando formé pour l'essentiel de Tchétchènes et d'Ingouches a pris en otage une école à Beslan, en Ossétie du Nord. L'assaut lancé sur l'école le 3 septembre par les forces de l'ordre s'est soldé par la mort de 339 personnes, toutes civiles : parents, enfants, enseignants.

<sup>9</sup> Lors des élections législatives du 7 décembre 2003, Iabloko, l'Union des forces de droite (SPS), le Parti agrarien, le Parti du peuple, le parti Renaissance de la Russie sont éliminés par le seuil de 5 %, mais conquirent quelques sièges au scrutin majoritaire.

<sup>10</sup> Smyth Regina, *Maintaining Control, Putin's Strategy for Holding Power Past 2008*, Ponars Policy Memo 397, Center for Strategic and International Studies, Université européenne à St-Petersbourg, décembre 2005. p. 187-192 ; p. 188.

<sup>11</sup> Le lecteur peut continuer à suivre les résultats de sondages sur <<http://www.levada.ru/reitingi2007.html>>.

<sup>12</sup> À propos de Russie juste, voir Michèle Kahn, « Russie juste, naissance d'un second parti du pouvoir », *Regard sur l'Est*, 15 mars 2007, <[www.regard-est.com](http://www.regard-est.com)>.

## OPPOSITION ÉCLATÉE

Dans l'un de ses articles<sup>13</sup>, le politologue russe Vladimir Guelman qualifie le paysage de la période Eltsine à la période Poutine de la façon suivante: selon lui, on est passé d'un système où la politique se structurait en Russie autour du concept « rien que l'opposition », à une situation politique où le paysage partisan pourrait se résumer à « tout sauf l'opposition ». Dans ce contexte, les années 2003-2004 ont là aussi constitué un tournant.

Alors que les Doumas, issues des scrutins de 1993, 1995 et 1999, présentaient toutes les trois un éventail de partis qui, regroupés en familles, témoignaient d'un réel pluralisme, la Douma de 2003 tranche avec les précédentes: le Parti communiste, qui représentait un des partis de l'opposition les plus conséquents, en sort particulièrement affaibli (il ne recueille que la moitié des suffrages qu'il avait rassemblés en 1999), quand le parti Russie unie recueille 36,8 %: c'est la première fois qu'un parti du pouvoir réalise un score aussi important. La création par le Kremlin<sup>14</sup>, quatre mois avant le scrutin, du parti Rodina (« La Patrie ») a, en effet, détourné une partie de l'électorat communiste. L'opposition durant la période 2003-2007 peut être subdivisée en trois familles: les communistes, les nationalistes, les libéraux-démocrates<sup>15</sup>.

Les libéraux-démocrates, représentés par le SPS et Iabloko, souvent assimilés à tort l'un à l'autre — dans la pratique, le SPS a participé à des gouvernements, lorsqu'Egor Gaïdar, partisan de la « thérapie de choc », fut Premier ministre d'Eltsine,

alors que Iabloko a toujours refusé d'y participer — apparaissent comme laminés. Les communistes et Rodina, fondue aujourd'hui dans Russie juste, ressemblent davantage aujourd'hui à une opposition de routine, déplaçant alors les lignes de l'action politique se revendiquant d'une opposition frontale. C'est dans ce contexte que tente d'exister l'Autre Russie, agrégat de tendances aussi différentes qu'improbables: on y trouvait jusqu'il y a peu l'ancien Premier ministre Kassianov, d'inspiration libérale et précédé d'une réputation de corrompu, qui s'est désolidarisé du mouvement et de son mode d'action, et y cohabitaient toujours les « *natsbol* », ou nationaux-bolcheviques d'E. Limonov, et le Front civique uni du champion d'échecs G. Kasparov. Après l'interdiction du parti d'E. Limonov, frappé par la loi sur l'extrémisme, le Front civique uni se confond quasiment avec l'Autre Russie. Quelle qu'ait pu être la popularité de Garry Kasparov comme champion d'échecs, la pratique des manifestations de rue et la diabolisation dont l'Autre Russie est l'objet dans les médias de grande audience renforcent son impopularité.

## LA DÉMOCRATIE EN RUSSIE, CONCEPT À GÉOMÉTRIE VARIABLE...

Démocratie dirigée, démocratie souveraine, démocratie illibérale... Ce qui frappe, parmi les expressions choisies pour définir le régime politique de la Russie d'aujourd'hui, qu'il s'agisse de définitions proposées par des chercheurs (F. Zakaria et la démocratie illibérale) ou par les acteurs politiques russes eux-mêmes, est que la démocratie y est assortie d'un ad-

<sup>13</sup> V. Guelman, « Politiceskaâ oppoziciâ v Rossii: vymiraûsij vid? », (L'opposition politique en Russie: une espèce en voie de disparition?), *Polis*, 2004, n° 4, p. 52-69, <<http://eu.spb.ru/socio/staff/files/oppos.doc>>.

<sup>14</sup> Voir Gilles Favarel-Garrigues, « Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir », « Russie: la dictature de la loi », *L'Économie politique*, n° 21, janvier 2004, p. 21.

<sup>15</sup> Dossier, « La déroute des partis de l'opposition en Russie », sous la direction de Gilles Favarel-Garrigues, <<http://www.ceris-science-po.org/cerifr/archive/2006.php>>.

jectif modérateur. Seul Vladimir Poutine se définit à la veille du G8 comme « le seul pur démocrate au monde », provoquant des réactions où la surprise le partage à la perplexité. D'autres concepts fusent, dès lors que l'on poursuit la quête des définitions du régime russe actuel : césarisme<sup>16</sup>, autoritarisme bureaucratique, militocratie libérale, autocratie...

Au fond, et c'est sans doute cela l'essentiel, point n'est tant de chercher à définir un régime qui, à de nombreux égards, allie éléments de démocratie formelle à de faibles contenus substantiels; un des points les plus intéressants à nos yeux, dans le contexte préélectoral de 2007-2008, concerne ce que l'on pourrait appeler le contrat social conclu entre la société russe dans sa majorité et le pouvoir. Si l'on peut établir des liens entre différentes tendances de la vie politique russe actuelle — reprise de la guerre de Tchétchénie, contrôle des médias, augmentation de la part des structures fortes dans la vie politique civile, instauration de la verticale du pouvoir, pressions sur les ONG — et la résonance que cette vie politique a dans la société — adhésion à la figure d'un homme fort et à l'idée de restauration de l'ordre, brutalisation de la société, augmentation de la xénophobie, repli identitaire —, la question de l'avenir reste entière.

Le triste lien de concomitance, mais aussi d'articulation entre reprise de la guerre et consolidation du régime, repose avec acuité la question des enjeux du « post-soviétisme ». La concomitance et l'intrication des revendications indépendantistes,

exprimées par les nations soviétiques à la fin des années quatre-vingt, ont mis en évidence le double enjeu posé par la sortie du « soviétisme » : il s'agissait de relever le double défi de la démocratisation et de la libération nationale. Une fois les quinze Républiques de l'Union devenues indépendantes, le point d'abcès qui allait incarner dans toute sa violence, au sein de la Russie, le blocage entre intégrité territoriale et autodétermination des peuples serait la Tchétchénie, ravagée par deux guerres d'une grande asymétrie. B. Eltsine et D. Doudaev, un temps complices lorsqu'il s'agissait de mettre à bas le communisme, proclamaient alors à tout vent que liberté et démocratie devaient être l'avenir de la Russie comme de la Tchétchénie. Leur recours mutuel à la guerre allait largement obérer leurs proclamations.

Seize ans plus tard, au constat dressé par un Andreï Babitski<sup>17</sup> sur la double profanation d'idéaux, l'idéal démocratique en Russie, l'idéal de liberté en Tchétchénie, tous deux dévoyés et piétinés dans le chaos et la corruption pour l'un, dans la guerre pour l'autre, répondent les incarnations actuelles des pouvoirs respectifs russe et tchéchène : le régime de tendance autoritaire de V. Poutine donne, au moins en surface, le gage d'un ordre retrouvé; la dictature Kadyrov apparait, elle, comme le seul moyen de maintenir sous le boisseau le volume de crimes restés impunis en Tchétchénie. Tels semblent se dessiner les enjeux d'un nouveau « contrat social » de la Russie post-soviétique. ■

<sup>16</sup> Jean-Robert Raviot, « Comprendre le nouveau régime russe », *Strates*, n° 2, 2006.

<sup>17</sup> Entretien, Paris, 28 mai 2007. Andreï Babitski est l'un des rares journalistes russes, avec Anna Politkovskaïa, assassinée en octobre 2006, à avoir tenté de couvrir sans relâche la guerre de Tchétchénie, payant son engagement professionnel d'une détention d'un mois et demi en 2000 et d'un exil à Prague depuis lors. Il a publié *Un témoin indésirable*, Robert Laffont, 2002, et publié des nouvelles de fiction sur son site <<http://www.kremlyad.net>>.